

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 40

22^e année • mercredi 2 octobre 2019

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



NEIL LABRADOR

MARÉE HUMAINE

C'est une première pour le pays. Quelque 100 000 manifestants dans les rues de Berne! Une mobilisation impressionnante de jeunes, de moins jeunes, de familles ayant convergé dans la capitale pour exiger des mesures face à l'urgence climatique. Un rassemblement précédé de nouvelles grèves estudiantines pour le climat. **PAGES 6-7**

POINT DE MIRE

Elus irresponsables

Sylviane Herranz

Les multinationales ayant leur siège en Suisse peuvent continuer à exploiter et à polluer impunément! Jeudi dernier, le Conseil des Etats a repoussé la discussion sur le contre-projet indirect à l'initiative «multinationales responsables», déposée il y a trois ans déjà. Une initiative qui souhaite instaurer un système permettant de juger de la responsabilité des sociétés établies dans notre pays en cas de non-respect des droits humains et de violations des normes environnementales. Cela en offrant aux victimes la possibilité de porter plainte. Si la pression de la rue a permis au Parlement de

repêcher en début de semaine la Loi sur le CO₂, elle n'a pas eu d'effet pour l'initiative «multinationales responsables». En moins de deux jours pourtant, une formidable mobilisation s'est exprimée, via le site dédié à cette campagne. 52 498 personnes avaient signé une lettre, remise le 26 septembre, jour où l'objet devait être traité par la Chambre des cantons, demandant instamment aux élus de ne pas repousser le débat. Une proposition d'un sénateur libéral-radical zurichois, soutenu par la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter. Cette dernière lui avait tendu la perche en annonçant un autre projet de loi réclamant plus de transparence, mais sans aucune contrainte. La manœuvre a réussi. La majorité de droite du Conseil des Etats a décidé de se donner plus de temps pour étudier la question. Du temps déjà bien utilisé puisque la commission chargée de l'initiative s'est réunie à 19 reprises et a déjà largement édulcoré le contre-projet initial. La manœuvre est limpide. Elle a dû être applaudie par le lobby des multinationales qui tire les ficelles. Si, d'ici le printemps prochain, le Parlement n'arrive pas à finaliser un contre-projet législatif à l'initiative, cette dernière sera soumise seule en votation. Au vu de la vague de sympathie qu'elle suscite dans la société, ap-

puyée non seulement par la gauche mais aussi par certains milieux de droite, elle pourrait être acceptée par le peuple. Si tel était le cas, les multinationales helvétiques pourraient néanmoins poursuivre leurs affaires, pour beaucoup basées sur une exploitation des êtres humains et de la planète, pendant encore de longues années. Car l'initiative entraînerait un changement de la Constitution, qui prendrait encore longtemps avant de se concrétiser dans une loi. Comme le montre de façon éclatante l'article constitutionnel sur l'égalité entre les hommes et les femmes de 1981, toujours pas appliqué dans les faits... Pour accélérer les choses, les promoteurs de l'initiative «multinationales responsables» avaient déclaré qu'ils accepteraient le contre-projet, même allégé, et retireraient leur texte. Quant au lobby des multinationales, il ne manque pas d'air lorsqu'il déclare être opposé à l'initiative car elle nuirait à la compétitivité de l'économie suisse et risquerait d'encombrer les tribunaux. Comme le relevait récemment le directeur d'Ethos, Vincent Kaufmann, sur son blog, cet argument «revient à dire que notre compétitivité est basée sur un non-respect des droits humains et des standards environnementaux». A méditer... ■

PROFIL



France Mattille, la sensibilité à fleur de peau.

PAGE 2

CONSTRUCTION

Enquête sur la pression des délais.

PAGE 3

SECOND ŒUVRE

Cent francs de hausse de salaire exigée.

PAGE 5

MIGROS

Restructurations en cours.

PAGE 9

UNE SENSIBILITÉ À FLEUR DE PEAU

Artiste aux peintures vibratoires, France Mattille se bat contre l'implantation de la 5G

Aline Andrey

C'était la première manifestation de sa vie. Samedi 21 septembre, France Mattille s'est rendue à Berne pour protester contre la 5G, action organisée par l'association Frequencia qui a réuni plus de 3000 personnes pour demander un moratoire national, avec ce message fort: «Contre l'irradiation forcée, pour la liberté de choix». France Mattille, elle, en plus de signer les pétitions nationales et internationales, en a lancé une dans son village de Sonzier, sur les hauteurs de Montreux, après avoir appris que Swisscom souhaitait installer une antenne de 18 mètres de haut à 15 mètres de chez elle. «La politique, ce n'est pas trop mon truc. Mais je suis heureuse que 345 personnes du village et de la région aient signé la pétition qu'on a déjà remise au Conseil communal», explique-t-elle. Une antenne sur les 15 000 prévues, censées connecter entre eux jusqu'à un million d'appareils par kilomètre carré, selon Frequencia. Autant de rayonnements qui ont des répercussions sur la santé, à en croire de nombreux spécialistes. Et qui font peur à France Mattille, mère de deux jeunes adultes, dont l'un souffre de nombreuses allergies. «Selon notre nutritionniste, les ondes exacerbent les problèmes intestinaux. Sans compter les soucis d'acouphènes, ou cardiaques... Tant de témoignages montrent que leurs effets sur la santé sont néfastes. Et que dire des effets sur les animaux, notamment les abeilles. La Suisse est tristement en avance avec la 5G, par rapport à tous les autres pays, alors que tant de gens sont contre. Il y a un déni de démocratie. Quand je me dis que plus un seul mètre carré ne pourrait être vide de ces émissions, j'ai l'impression d'être dans un film de science-fiction.»

LE DESSIN DEPUIS TOUJOURS

De nature optimiste, France Mattille reste positive. Malgré les difficultés de l'existence, notamment des problèmes

de santé chroniques dans sa famille, elle a toujours su rebondir. «On s'est tourné vers les médecines alternatives. Cela m'a ouverte à d'autres mondes...» raconte-t-elle dans la cuisine de sa maison, héritage de son grand-père maternel, paysan. «Depuis petite, je rêvais de venir vivre ici. J'adore les vieilles pierres.»

Elle se souvient de ses vacances à faire les foins, alors que le lac étincelait à l'horizon et que les piscines des villas lui faisaient de l'œil. «On avait tellement chaud... Alors parfois, on se baignait dans la fontaine à côté de la maison, dit-elle en souriant. J'entends encore le bruit des vaches dans l'étable.» Des étés heureux malgré le labeur, pour l'enfant qui vivait alors à Berolle au pied du Jura, qui a fait ses classes à Morges, puis à Lausanne pour devenir institutrice.

«J'avais le rêve de faire les beaux-arts, mais cela ne semblait pas assez sérieux aux yeux de mon entourage, raconte l'artiste de toujours, devenue autodidacte convaincue. J'ai toujours dessiné, sans jamais prendre de cours de peur d'être formatée.» Elle a développé son art au fil des ans. «Je me souviens d'une vieille maîtresse sévère qui nous avait demandé de dessiner des tournesols. Pendant la leçon, elle m'a dit qu'il ne fallait pas faire comme ça. Je n'en ai fait qu'à ma tête, et elle a admis à la fin que c'était très beau.» Les fleurs, la nature en général, sont restées ses thèmes de prédilection. Mais elle passe surtout du temps à façonner le fond de ses toiles, les textures, les reliefs, les teintes, qu'elle élabore avec ardeur, patience et amour du détail. «Au début, je laisse aller, puis je travaille chaque partie. C'est lent et douloureux, car je dois être hyperconcentrée, et prendre des décisions à chaque détail...»

TRANSMETTRE DE LA JOIE

Exposée à plusieurs reprises, France Mattille a pourtant une tendance à la discrétion: «Je n'aime pas trop faire de publicité, ni me mettre la pression. Donc, quand je suis prête, je contacte

les galeries. Mes expositions sont rares, car je suis lente. Je m'occupe avant tout de ma famille.»

A la recherche de la beauté, partout et surtout dans les détails, la passionnée ne peint que lorsqu'elle va bien. «Je souhaite transmettre de la joie à travers mes peintures. Je médite, je fais du yoga. C'est important de savoir qui je suis, car c'est ce que je transmets aussi dans ma peinture.» Ses toiles vibrent, comme son imagination, ses yeux pétillants ou encore le lac qu'elle voit depuis sa terrasse. «Parfois, on se dirait

sur une île grecque avec son bleu turquoise.»

Sa sensibilité à la nature, aux oiseaux, aux détails d'un tronc, aux textures des fleurs, se nourrit de son jardin, de ses marches en montagne, et de ses grands voyages de jeunesse. Fin des années 1970, le road-trip à moto, avec son futur mari, jusqu'au désert du Néguev en Israël, ou encore au Portugal. Suivi d'un tour du monde d'une année, sac au dos, en Transsibérien, en auto-stop à travers l'Asie, puis par avion via l'Australie, Tahiti et les Etats-Unis... «Cela

permet d'apprendre à faire confiance, de savoir dormir n'importe où, et de relativiser beaucoup en voyant la pauvreté, et des gens heureux malgré leurs problèmes.» Une leçon qu'elle n'a jamais oubliée. ■

Pour découvrir les toiles de l'artiste: francemattille.ch

Pour davantage d'informations sur la 5G: frequencia.ch



THIERRY PORCHET

France Mattille entretient une relation étroite à la nature. Un lien et une inspiration qui se retrouvent dans ses toiles.



DE BIAIS

Christophe Gallaz

FRÈRES D'USINES ET DE FORÊTS

La tradition culturelle respective des syndicalistes apparus dès 1880 en Europe, et des écologistes apparus en tant que partis politiques sur le même continent moins d'un siècle plus tard, produisit une situation marquée par une absence de sensibilité commune. Entre les «défenseurs de pâquerettes» et les défenseurs réguliers du peuple, des salariés et du plein-emploi, le dialogue relevait en effet simplement

du côté à côté: soit indifférent dans le meilleur des cas, soit énervé dans le pire.

Aujourd'hui, quand j'y pense, me revient cette phrase de Claude Lévi-Strauss, maintes fois citée, qu'il inséra dans son *Anthropologie structurale* (1958): «On a commencé par couper l'humain de la nature. Or en s'arrogeant le droit de séparer radicalement l'humanité de l'animalité, en accordant à l'une tout ce qu'il retirait à l'autre, l'humain ouvrait un cycle maudit. Il aurait fallu comprendre que la même frontière servirait plus tard à écarter des hommes d'autres hommes, puis à revendiquer au profit de minorités toujours plus restreintes le privilège d'un humanisme corrompu.»

Autrement dit Lévi-Strauss liait, dans le cadre d'une seule représentation cohérente du monde et du vivant, le destin des fleurs évoquées tout à l'heure et celui des ouvriers. La protection de la biodiversité marine et l'entretien du bonheur social. Ou la défense des espèces animales et celle de la nôtre.

Ce qui sidère, à cet égard, est qu'il nous ait fallu attendre, en notre époque moderne, l'apparition de penseurs comme Lévi-Strauss pour nous rappeler ce que n'avaient cessé d'expliquer à leurs contemporains, au fil des siècles antérieurs, d'innombrables sages, poètes et même saints religieux comme François dit d'Assise, par exemple dans son *Cantique des créatures*: un texte prodigieux dont l'auteur évoque des instances naturelles en les nommant «Frère Feu» et «Sœur Eau», ou se réfère aux animaux comme à des membres naturels de la famille humaine, et rejette le matérialisme en saluant «Mère Pauvreté» qu'il considère comme son épouse. Telle est l'une des plus belles formulations, peut-être, de ce point de convergence crucial liant le destin de tous les protagonistes de la sphère vivante sur la planète – ce destin que notre pathétique espèce n'a cessé de hiérarchiser de façon criminelle, en s'arrogeant d'instinct (pervers) le privilège de sa supériorité sur tout le reste. Dans une tribune parue le 14 avril dernier dans le journal *Le Monde*,

treize représentants de peuples indigènes de différents continents, dont ceux de l'Amazonie conduits par leur fameux cacique Raoni Metuktire, lançaient un appel visant à protéger le caractère «sacré» de la nature, de même qu'à s'opposer aux projets forestiers et miniers dévastateurs engagés depuis neuf mois par le président brésilien Jair Bolsonaro. «Les peuples indigènes, écrivent-ils dans ce texte situable dans le droit-fil de la pensée franciscaine, ont toujours pris soin de la Terre Mère et de l'humanité. Nous représentons 370 millions de personnes dans le monde, répartis sur 22% de la planète et couvrant 80% de la biodiversité mondiale. Nous appelons l'humanité à prendre des mesures pour protéger le caractère sacré de l'eau, de l'air, de la terre, du feu, du cycle de la vie et de tous les êtres humains, végétaux et animaux. Il est vital de transformer notre approche de la nature en l'envisageant non comme une propriété, mais un sujet de droit, garante de la vie. Partout dans le monde les droits des peuples indigènes et de

la nature sont bafoués, des leaders indigènes sont assassinés. Des millions de nos frères et sœurs ont été tués pour prendre le contrôle de leurs territoires et on continue à nous détruire avec de belles paroles et de l'argent, cette malédiction du monde.» Il est évidemment de la première urgence qu'un rapport de solidarité, inspiré par de tels messages dont la pertinence et l'à-propos conjoncturel sont indiscutables, se développe entre les milieux dits du travail et les pans de l'opinion publique sensibles à l'écologie bien comprise – je veux dire celle qui se fonde sur les meilleures sources documentaires intellectuelles et scientifiques à disposition (celles du GIEC, par exemple, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Au prix d'un réexamen critique incontournable: celui de la vieille culture ouvrière imposant que le salarié ne s'interroge qu'exceptionnellement sur ses implications dans la grande mécanique planétaire, et désormais mortelle, du «toujours plus» de la conquête et de la consommation. ■

«ILS VEULENT QU'ON TRAVAILLE TOUJOURS PLUS VITE»

Unia part à la rencontre des maçons sur les chantiers de Suisse pour les interroger sur la question de la pression des délais et ses conséquences. Reportage à Genève



Les syndicalistes José Sebastiao (en haut à gauche) et Dominique Deillon (à droite) informent les travailleurs de l'enquête menée par Unia. Durant la visite, les langues se délient. «On nous traite comme des chiens, c'est de pire en pire. Il n'y a plus de respect pour les maçons», explique un ouvrier.

Manon Todesco

Photos Neil Labrador

Il est tout juste midi, et le soleil tape sur cette journée de septembre. Sur le chantier des Communaux d'Am-billy, à Genève, les travailleurs se sont réfugiés dans les baraques pour prendre leur repas bien mérité. Malgré la rudesse de leur labeur, l'heure est à la bonne humeur. Les syndicalistes d'Unia s'immiscent dans ce moment de détente le temps de quelques minutes. Ils sont venus sensibiliser les travailleurs dans le cadre de la campagne nationale sur le stress au travail lié à la pression des délais et du temps dans le gros œuvre. José Sebastiao, responsable du secteur au bout du lac, revient sur le contexte. «Sur les chantiers, même publics, les délais doivent être respectés à tout prix, même s'ils

sont irréalistes et qu'ils vont au détriment de la qualité, de votre sécurité ou de votre santé, lance-t-il aux ouvriers. Nous avons réussi l'année passée à maintenir la retraite anticipée à 60 ans et à éviter trop de flexibilisation du temps de travail, mais la revendication patronale principale en 2022 sera, comme dans tous les autres secteurs, l'augmentation du temps de travail. De notre côté, nous voulons leur montrer que plus la pression et le stress au travail sont importants, plus les accidents sont courants.» Et de citer trois cas graves d'accidents récents sur le chantier de l'Etang. Ce jour-là, ils sont une trentaine de différentes entreprises: des maçons, des ferrailleurs et des coffreurs. «Nous avons besoin de votre avis», lance José Sebastiao, tout en leur distribuant les questionnaires.

QUESTIONNAIRE ACCESSIBLE

Après quelques questions sur leur domaine d'activité, leur ancienneté et leurs qualifications, les employés se voient demander si la pression sur les délais a augmenté ces dernières années, si oui, si elle entraîne plus de stress, et quels effets négatifs elle engendre (santé, qualité du travail, sécurité, ambiance au travail, etc.). On les interroge également pour savoir si ce phénomène a un impact négatif sur leur vie de famille ou privée et, enfin, s'il est nécessaire d'agir contre cette pression croissante. Les secrétaires syndicaux, plutôt bien accueillis, passent entre les tables, expliquent, traduisent si besoin, la plupart des travailleurs n'étant pas francophones. C'est là que les langues se délient.

«PLUS VITE!»

«Maintenant, c'est comme ça, on doit toujours courir», rapporte un ouvrier. «Ces dernières années, c'est une réalité, ils veulent qu'on travaille toujours plus vite! Tout le monde le sait, et on doit faire avec», ajoute un autre. «A peine tu commences le chantier qu'il doit déjà être fini...» Une pression exercée par les contremaîtres, envoyés au front. Une fois le repas terminé, place au café. Les salariés profitent d'encore quelques instants de répit pour souffler dehors, avant d'y retourner. Pour ce grutier, actif à Genève depuis une trentaine d'années, cela n'a pas toujours été ainsi. «Depuis les années 1980, les choses ont bien changé. Si la question de quitter le Portugal pour travailler en Suisse se posait aujourd'hui, je ne viendrais pas. On nous traite comme des chiens, c'est de pire en pire. Il n'y a plus

de respect pour les maçons: la façon de parler a changé et la discussion n'est plus possible. Dès qu'on ose demander quelque chose, on nous dit de prendre la porte, car d'autres sont prêts à faire le job.» Sur la question de la pression des délais, c'est le même son de cloche. «Souvent, on entend: "Vas plus vite!" ou "Ça va pas assez vite!". C'est simple, ils veulent qu'on aille toujours plus vite, avec toujours moins de personnel.» L'enquête court jusqu'au 31 octobre. Les résultats seront présentés à la conférence professionnelle des maçons du 23 novembre. ■

Questionnaire disponible sur: unia.ch/fr/monde-du-travail/de-a-a-z/construction/enquete-pression-des-delaix

Le chômage partiel pourrait être facilité

Si le Conseil des Etats suit le National, les travailleurs au chômage technique ne seront plus tenus de chercher un emploi provisoire

Jérôme Béguin

Les travailleurs au chômage partiel ne devraient plus être forcés de chercher un emploi provisoire. Le Conseil national a accepté le 18 septembre de modifier la Loi sur l'assurance chômage en ce sens. Lorsqu'une entreprise doit suspendre son activité ou réduire l'horaire de travail (RHT) pour préserver les emplois, les salariés sont tenus de rechercher et d'accepter une mission temporaire durant cette période de chômage technique. «Les offices qui s'occupent du chômage dans les cantons ont remarqué depuis quelque temps qu'il n'était pas très logique d'exiger de la part des chômeurs qui sont au bénéfice d'indemnités de chômage partiel ou d'indemnités pour intempéries de devoir simultanément chercher un travail et accomplir certaines démarches administratives, qui sont aussi pénibles pour la personne concernée que pour l'administration, puisque ces demandes n'ont quasiment pas de but à long terme», a expliqué devant le National Dominique de Buman (PDC/FR) au nom de la Commission de l'économie. Cette obligation,

qualifiée d'«absurde» par Corrado Pardini (PS/BE), le second rapporteur de la commission et, par ailleurs, membre du comité directeur d'Unia, passera à la trappe. En outre, pour réduire les «enquiquinements», les employés n'auront plus à se déplacer aux offices de placement, ils pourront effectuer leur inscription au chômage en ligne. De même, les employeurs pourront soumettre leur demande de RHT sur internet. Enfin, le projet adopté modifie les conditions pour prolonger la durée maximale du chômage partiel afin que le Conseil fédéral soit plus réactif en cas de crise. Lorsque le chômage élevé est persistant, le gouvernement peut en effet faire passer de 12 à 18 mois la durée d'indemnisation. Deux nouveaux critères proposés par le Conseil fédéral n'ont toutefois pas convaincu la gauche: le nombre de préavis de RHT doit être supérieur à celui des préavis déposés six mois auparavant et les prévisions du marché du travail des douze prochains mois ne doivent pas laisser présager d'améliorations. Pour Ada Marra (PS/VD), qui a plaidé en vain leur abandon, ces deux instruments «ne sont pas applicables». Les RHT étant soumises à des «change-

ments saisonniers très forts», alors que les prévisions économiques «restent entachées d'une grande incertitude».

DEMANDES DE SWISSMEM

Le Conseil des Etats doit encore se prononcer sur la réforme, qui entrera en vigueur en 2021. Une échéance bien lointaine pour Swissmem. La faitière de l'industrie des machines, qui a constaté une diminution de 12,5% des entrées de commandes au premier semestre et craint que la demande ne s'effondre, a exigé au lendemain du vote au Conseil national que la durée d'indemnisation soit d'ores et déjà portée à 18 mois. Interrogé, Corrado Pardini juge positivement cette revendication. «Nous avons toujours été favorable à une prolongation du chômage technique», rappelle le responsable du secteur industrie d'Unia. Afin de favoriser les exportations, Swissmem réclame également que l'accord institutionnel avec l'Union européenne soit conclu d'ici à la fin d'octobre, mais là c'est *niet* pour le syndicat: «L'accord-cadre ne sera pas signé avant une année au moins, nous devons au préalable négocier la protection des salaires.» ■

FAILLITES EN CHAÎNE: LE CONSEIL FÉDÉRAL EST PRIÉ D'AGIR

Les conseillers nationaux ont adopté trois motions visant à empêcher les faillites à répétition

Sylviane Herranz

Véritable fléau sur les chantiers, les pratiques de faillites en chaîne de certains entrepreneurs peu scrupuleux, laissant derrière eux des ardoises de salaires, de charges sociales et de factures impayées, doivent être empêchées. Le 10 septembre dernier, le Conseil national a adopté, à de larges majorités, trois motions chargeant le Conseil fédéral de légiférer en la matière. La première émanait du libéral-radical vaudois Olivier Feller. Elle demande une modification du Code des obligations pour que les travailleurs ou les sous-traitants lésés par de telles pratiques puissent eux aussi attaquer les dirigeants d'une société, compétence jusque-là réservée aux actionnaires et aux créanciers sociaux.

Les deux autres motions viennent des rangs socialistes. Corrado Pardini, conseiller national et membre du comité directeur d'Unia, demande au gouvernement de présenter un projet de loi permettant d'empêcher le commerce avec des sociétés surendettées, ce qui favorise les faillites frauduleuses. «De nombreux *serial failers* (récidivistes de faillites en chaîne) se livrent à des activités frauduleuses qu'ils camouflent en acquérant ou vendant une même entreprise pendant la procédure de faillite, ou juste avant l'ouverture de la faillite, souvent par l'entremise d'un homme de paille», argumente l'élu dans sa motion, précisant que le but de cette dernière est d'empêcher de telles transactions et de n'accepter de changement de propriétaire que dans le cas où des mesures d'assainissement crédibles de la société surendettée sont présentées.

Troisième motion, celle de Jean Christophe Schwaab, défendue par le Valaisan Mathias Reynard, en raison du départ du Parlement de son auteur. Cette motion exhorte elle aussi le Conseil fédéral à proposer un projet de loi donnant au Registre du commerce le droit de refuser l'inscription d'une personne comme titulaire d'une entreprise, associé, administrateur ou gérant à celui ou celle qui aurait été membre de plus d'une société ayant fait faillite au cours de l'année précédente. Ce refus doit être général et non uniquement lorsqu'il y a violation «manifeste et indiscutable» comme le prévoit le droit actuel. Cette mesure vise à empêcher les patrons peu scrupuleux, recréant une société avec, par exemple, le nom de personnes de leur entourage, de nuire à nouveau. Les trois motions, acceptées contre l'avis du Conseil fédéral qui indique être déjà en train de plancher sur un projet, passeront à l'examen du Conseil des Etats lors d'une prochaine session. ■

RAFRAÎCHIR LA POLITIQUE AVEC DU ROUGE.



POUR TOUS, SANS PRIVILÈGES.
VOTEZ PS LE 20 OCTOBRE !



Unia réclame 100 francs d'augmentation dans le second œuvre romand

Alors que les négociations salariales s'ouvrent dans le secteur, une enquête révèle que deux tiers des travailleurs renoncent aux loisirs ou aux vacances faute de pouvoir d'achat suffisant

Manon Todesco

Aujourd'hui, 2 octobre, s'ouvrent les négociations sur les salaires dans le second œuvre romand (SOR). Dans cette perspective, Unia a mené entre juin et septembre une vaste enquête auprès de 1657 travailleurs - menuisiers, charpentiers, plâtriers et autres peintres - de tous les cantons romands. Les résultats sont on ne peut plus clairs: ils sont plus de 77% à estimer avoir aujourd'hui moins d'argent dans le porte-monnaie à la fin du mois qu'en 2013. Deux tiers se disent contraints de renoncer à des loisirs ou à des vacances faute d'un pouvoir d'achat suffisant, tandis que 17% n'arrivent pas à payer toutes leurs factures à la fin du mois. Enfin, moins d'un cinquième d'entre eux considèrent pouvoir vivre correctement de leur travail. Pour Unia, cette dégradation quasi généralisée du pouvoir d'achat des salariés qui les empêche de vivre dignement de leur activité professionnelle est alarmante.

TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS

En comparaison, durant la même période, à savoir entre 2013 et 2019, les primes d'assurance maladie ont augmenté de 38,7% en Romandie, les loyers de 6,4% alors que les salaires effectifs n'ont progressé à titre général que de 2,2%. De son côté, la productivité du travail aurait, selon les statistiques officielles*, explosé de 7,5% en six ans. Une hausse que le syndicat explique par des délais toujours plus serrés imposés aux travailleurs. «Toutefois, ces efforts supplémentaires ne leur ont pas été redistribués par l'entremise d'une hausse partielle correspondante des salaires, regrette Unia, dans un communiqué de presse. Au contraire: ils leur ont été confisqués.» Pourtant, les prévisions des employeurs au sujet de la marche des affaires dans l'artisanat se présentent comme les plus réjouissantes de Suisse, et ce tous secteurs confondus. «Ce blocage salarial est d'autant plus incompréhensible que les salariés d'autres branches apparentées de la construction ont déjà bénéficié d'augmentations salariales à la hauteur de leurs efforts (entre autres 160 francs sur deux ans pour les maçons ou encore 100 francs pour les électriciens en plus de la compensation de l'inflation).»

AUGMENTATION URGENTE

Face à cette perte du pouvoir d'achat, Unia réclame une augmentation «réaliste et justifiée» de 100 francs des salaires minimums et des effectifs dans le SOR, en plus de la com-



THIERRY PORCHET

En octobre 2018 déjà les travailleurs du second œuvre romand s'étaient mobilisés pour exiger une hausse des salaires, ici à Tolochenaz, devant le centre de la Fédération vaudoise des entrepreneurs où débutaient les négociations salariales.

pensation de l'indice d'inflation. Le comité de lutte des travailleuses et des travailleurs du second œuvre romand d'Unia a réagi aux résultats de l'enquête en appelant les associations patronales à prendre leurs responsabilités pour contribuer à leur tour à l'effort économique de relance de la consommation des ménages. «Pour les délégués syndicaux, il est en effet impensable que leurs 22 000 collègues continuent d'accepter de travailler toujours plus vite pour voir leur porte-monnaie se vider davantage en devant parfois subir la honte de ne pas pouvoir s'offrir de loisirs ainsi qu'à leurs familles.»

Les employeurs sont prévenus, s'ils n'entrent pas en matière sur ce sujet, les représentants des travailleurs appelleront à des mesures de lutte. ■

*Statistiques de l'Office fédéral de la Statistique (2013-2017) et de l'Office fédéral de la culture (2018-2019).

POING LEVÉ

EN MODE SURVIE...

Par Sonya Mermoud

Bonnet blanc et blanc bonnet... En dépit des belles promesses faites ces dernières années, les entreprises textiles se moquent comme de leur première chemise de savoir si les fournisseurs partenaires versent une rémunération digne à leurs ouvriers. Voilà comment pourrait être résumée la dernière évaluation menée par Public Eye et la Campagne Clean Cloth qu'elle a lancée voilà plus de deux décennies dans nos frontières. L'ONG vient en effet d'interroger 45 entreprises. Les résultats – après l'analyse menée en 2014 – se révèlent pour le moins décevants. Du côté des enseignes helvétiques, seule la marque Nîle indique qu'une part importante du personnel sur sa chaîne d'approvisionnement à l'étranger touche un salaire vital. Comprenez un montant qui permette de couvrir les besoins de base de l'employé et de sa famille tout en autorisant l'épargne d'un petit pécule. Histoire de pouvoir assumer, au besoin, des frais imprévisibles comme, par exemple, des soins dentaires ou une réparation urgente.

La mode toujours à l'exploitation. D'une saison à l'autre, les tendances se répètent et se ressemblent. Si la palette d'articles et de coloris se décline à l'infini ou presque dans nos rayons, un seul et unique modèle – le mot patron conviendrait aussi – préside à leur fabrication: une course effrénée au prix le plus avantageux. Les marques privilégient sans cesse les pays le meilleur marché, les producteurs les plus compétitifs. Dictent leur loi: volume, qualité, délais et, jouant la concurrence, pression sur les coûts sans se soucier des conséquences de leur stratégie sur les employés chargés de l'exécution des vêtements. Des travailleurs – dont une grande majorité de femmes – qui doivent, pour leur part, se serrer la ceinture, effectuer le plus souvent d'interminables journées de travail pour faire bouillir la marmite, survivre avec des salaires de misère. Non sans répercussions sur leur santé, leurs conditions de logement, sans oublier le risque de voir les enfants appelés à la rescousse et envoyés aussi au turbin...

Réagir, nous aussi. Les grandes enseignes auraient pourtant largement les moyens d'exiger le versement d'un salaire vital, elles qui brassent des millions de chiffres d'affaires et s'octroient des marges plus que généreuses. Plus de la moitié d'entre elles s'étaient d'ailleurs engagées à le faire. Force est de constater qu'il ne s'agissait là que de déclarations d'intention, de mots en l'air... Une manière d'éluder le problème. De préserver leur image tout en continuant à faire du profit sur le dos de dizaines de millions d'ouvrières confrontées à la précarité. Nous pouvons toutefois réagir et réclamer des comptes aux entreprises textiles; exiger davantage de transparence sur les chaînes d'approvisionnement; les interpeller dans ce sens, comme le suggère Public Eye qui lance une nouvelle campagne pour des salaires vitaux*. Notre pouvoir, pour peu qu'on le prenne, nous permettra au final d'en découdre avec les enseignes qui ne tiennent pas leurs promesses et favoriser celles qui feront montre d'une fibre un rien plus solidaire. ■

*publiceye.ch

Les prix des vols et des carburants à la hausse

Dans le cadre de la révision de la Loi sur le CO₂, le Conseil des Etats a adopté une série de mesures visant à la réduction des émissions

Sonya Mermoud

Circuler en voiture et prendre l'avion pourraient creuser davantage le portemonnaie des usagers à l'avenir. Le 25 septembre, le Conseil des Etats s'est positionné sur la réforme de la Loi sur le CO₂ qui avait, en décembre passé, été refusée par la Chambre basse. Par 37 voix contre 1 et 3 abstentions, il a adopté un projet plus ambitieux que la mouture du Conseil fédéral. Ce dernier prévoit une taxe sur les billets d'avion qui s'élèverait entre 30 et 120 francs selon la classe et la distance de vol. Les sénateurs se sont aussi montrés favorables à une majoration du prix de l'essence et du diesel. Celle-ci serait mise en place en deux

temps: dix centimes de plus jusqu'en 2024, puis, un an plus tard, douze centimes. Ces décisions ont été motivées par la pollution générée par les transports, responsables d'un tiers des émissions de CO₂. La Chambre des Cantons a également revu à la hausse le prix du mazout, la taxe envisagée oscillant entre 120 francs et 210 francs la tonne contre les 96 francs actuels. Les recettes générées par ces changements serviraient d'une part à alimenter un fonds pour le climat et d'autre part seraient en partie reversées à la population via un rabais sur les primes d'assurance maladie et aux entreprises. Dans le détail, côté consommateurs: 51% de la taxe aérienne et deux tiers de celle

sur le CO₂ seraient redistribués. Le fonds climat serait destiné à la mise en œuvre de mesures visant à réduire les émissions. Le dossier retournera au Conseil national après les élections fédérales. Pour l'Alliance climatique, la proposition de loi reste «totalement insuffisante». «La Suisse ne peut plus se permettre d'être à la traîne en matière de protection du climat», note la coalition dans un communiqué demandant dès lors à la Chambre du peuple de «rendre enfin la loi compatible avec les exigences de la communauté scientifique». ■

MARÉE VERTE HISTORIQUE DANS LES RUES DE BERNE

Près de 100 000 personnes ont demandé des actions écologiques fortes et immédiates de la part des élus pour sauver l'avenir de la planète, et donc celui de nos enfants

Aline Andrey

Du jamais vu. Entre 60 000 et 100 000 personnes se sont rassemblées samedi 28 septembre à Berne à l'occasion de la première manifestation nationale «Climat de changement» organisée par l'Alliance climatique, soit plus de 80 organisations luttant pour les droits humains et environnementaux. L'ampleur du mouvement est difficile à chiffrer, puisque nombre de manifestants n'ont pu atteindre la place Fédérale où se déroulaient discours et chants en fin de cortège. Dans les rues bondées de la capitale, un serpent coloré: fumigènes verts, mains rouges (rappel des actions contre Credit Suisse, qui investit massivement dans les énergies fossiles), panneaux multicolores. Des slogans: en suisse-allemand, en anglais, en français, en italien, reprenant largement ceux des jeunes de la Grève du climat – «On est plus chaud, plus chaud que le climat!», «Et un, et deux, et trois

degrés, c'est un crime contre l'humanité!» ou encore «A ceux qui veulent dominer le monde, le monde répond résistance!». Des pancartes: «Ohne Bäume, keine Träume!», «Trop de pingouins au Parlement, pas assez sur la banquise!», «Moins de riches, plus de riches!», «Ni les femmes ni la terre ne sont des territoires de conquêtes». Autant de signes de l'émergence d'une convergence des luttes entre la Grève du climat des étudiants, la Grève féministe, et les syndicats. En tête du cortège, des enfants, dont l'une tenant un ours blanc en peluche sur ses épaules, et des femmes et des hommes de tous âges, unis pour demander, trois semaines avant les élections nationales, une politique climatique cohérente protégeant «le fondement de notre vie!» et, par conséquent, la sortie des énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz), également pour la place financière suisse, ainsi que la justice climatique afin d'assurer «une vie digne pour toutes et tous dans le monde entier!»



De jamais vu à Berne! Quelque 100 000 personnes ont manifesté pour crier leur colère face à l'inaction des élus sur la question de l'urgence climatique. Un cortège bigarré et compact, déjà à la sortie de la gare. Beaucoup n'arriveront pas jusqu'à la place Fédérale où plusieurs orateurs se sont succédé, dont Vania Allea, présidente d'Unia, et le prix Nobel de chimie Jacques Dubochet.

«UNE AUTRE VOIE EST POSSIBLE»

Le scientifique, prix Nobel de chimie, présent dans toutes les mobilisations depuis le début de l'année, Jacques Dubochet a pris en premier le micro sur la place Fédérale: «La vie se meurt et le climat est en folie. Grands singes, lions, éléphants, tous les grands mammifères sont en voie d'extinction, sauf ceux que l'on mange (4% seulement des mammifères sont sauvages, 60% sont du bétail, 36% des humains, *ndlr*). Les insectes meurent aussi. Et la température monte: 1 degré déjà depuis le début de l'ère

industrielle. Mon petit-fils aura 81 ans à la fin du siècle. La terre aura alors pris 3, 5, 7 degrés et je n'ose pas penser aux conditions qui régneront alors. C'est impossible, on ne peut pas continuer ainsi!» Hurléments d'approbation de la foule. Jacques Dubochet continue: «Mais une autre voie est possible. Elle est facile. Pourquoi payer très cher pour aller chercher très loin des combustibles fossiles qui nous tuent alors que le soleil est là, abondant, gratuit. Techniquement il n'y a pas de vrais problèmes à prendre la nouvelle voie. La difficulté est

de rompre avec les vieilles habitudes et de nous lancer courageusement. Nous exigeons ici que chacune de nos communes, de nos cantons et notre Parlement fédéral déclare l'urgence climatique et agisse en conséquence.» Applaudissements. Vania Allea, présidente d'Unia, a appelé ensuite à une transformation écologique et sociale de l'économie et de la société: «Les 26 milliardaires les plus riches – une élite d'hommes – détiennent autant que les 4 milliards les plus pauvres, la moitié de l'humanité. Vingt-cinq entreprises repré-

sentent plus de la moitié des émissions industrielles de CO₂. Aujourd'hui, nous en avons assez de cette exploitation de l'humain et de la nature! Ensemble nous briserons leur pouvoir indécrottable! Ensemble nous ramènerons les émissions de CO₂ à zéro net d'ici 10 ans. Ensemble nous défendons une réduction indispensable du temps de travail et créons une justice sociale et climatique. Et pour cela, Messieurs les plus riches, payez!» Entre chants écologiques et discours, sont intervenus encore le président du WWF, un paroissien parmi

les 150 églises présentes, des jeunes de la Grève du climat ou encore un militant indigène de Bornéo ainsi que d'autres représentants de pays où les dérèglements climatiques se font déjà durement sentir. ■

Pour connaître la sensibilité écologique des candidats au Parlement: ecorating.ch

Pour plus d'informations, la feuille du climat distribuée à 1 million d'exemplaires: klimablatt.ch

Face à l'urgence, les militants écologistes durcissent le ton

Déçue par la politique institutionnelle, la Grève du climat Vaud se tourne vers la désobéissance civile non-violente et élargit le mouvement en collaborant avec la Grève féministe et Extinction Rebellion. Récit d'un blocage

Aline Andrey

«Bienvenue à cette journée forte en événements.» C'est ainsi que Micaël Metry, de l'action unitaire «Place à l'Alternative» (qui regroupe plusieurs collectifs de la région lausannoise dont le Jardin aux 1000 mains et Chailly 2030) donne le ton de la journée du vendredi 27 septembre, veille de la grande manifestation nationale pour le climat. A Lausanne, sur la colline du parc de Milan, vue sur le lac, devant quelques journalistes, des membres de la Grève du climat, d'Extinction Rebellion et de la Grève féministe sont présents pour expliquer les buts de l'action de blocage prévu sur trois ponts après la manifestation des étudiants. Leur demande: la neutralité carbone d'ici 2025, le désinvestissement des énergies fossiles, la mise sur pied d'assemblées citoyennes. «Nous sommes autant de petites graines qui bloquent les rouages d'un système mortel. Des choix que nous opérons maintenant dépend la viabilité des espèces, y compris humaines. Face à la sixième extinction de masse, la politique n'est pas à la hauteur. Nous luttons pour un monde post-énergie fossile, plus résilient, plus égalitaire, pour un futur accueillant», explique Micaël Metry, géographe et écopsychologue.

CONVERGENCE DES LUTTES

Cette journée marque une convergence des luttes revendiquée entre les mouvements. Un message clair aux politiques suisses qui se doivent d'agir face à l'urgence de la situation. «Comment continuer à supporter les rentes AVS inférieures lorsqu'on est femme tout en sachant que nos cotisations du 2^e pilier sont réinvesties ensuite dans des entreprises redoutables et des énergies fossiles? Comment supporter l'activité des multinationales qui ne cessent de détériorer l'environnement et la planète, dont une importante part a son siège en Suisse? Comment ne pas atteindre le plus rapidement possible la neutralité carbone qui est tant nécessaire?», questionnent-ils.

Héloïse Crisinel de la Grève féministe souligne l'importance de la justice sociale, des alternatives justes et inclusives, de la baisse du temps de travail pour une diminution de la productivité. Maximilien d'Extinction Rebellion (XR) renvoie quant à lui à la Constitution fédérale citant les articles 2 et 8 qui stipulent en substance que la Confédération doit favoriser «la prospérité commune, le développement durable, la cohésion interne et la diversité culturelle du pays» et s'engager «en faveur de la conservation durable des ressources naturelles et en faveur d'un ordre international juste et pacifique», ainsi que garantir la non-discrimination, et l'égalité entre la femme et l'homme. «Dès lors nos institutions légales sont-elles légitimes?», lâche le militant. «Pour sauver un pan de l'économie, pour sa réputation, le Conseil fédéral a sorti 69 milliards de francs pour UBS. Pourquoi est-ce si difficile de sauver l'environnement?»

MANIFESTATION DÉTOURNÉE

A quelques pas de là, les étudiants de la Grève du climat se rassemblent peu à peu devant la gare. Ils seront plus de 4000 à descendre jusqu'au bord du lac. Arrivé près du Théâtre de Vidy, le cortège se scinde. Une partie continue direction rond-point de la Maladière, véritable destination du blocage. Mais très vite une rangée de policiers les arrête. Une foule intergénérationnelle s'assied sur la route. Elliot, 12 ans, ne semble pas du tout impressionné. «Ils devraient nous laisser passer. C'est pour une bonne cause», commente-t-il calmement, à deux pas du cordon policier. «Ils doivent comprendre que c'est pour eux, pas contre eux.» Lui et deux de ses camarades expliquent, avec une lucidité effarante, être là «pour réveiller le système politique», «éviter la fin de l'humanité», «pour un bon futur». «Déjà beaucoup d'animaux ont disparu», ajoute Esteban. «Et je n'aimerais pas, quand j'aurai 80 ans, qu'il fasse 50 degrés!» Tous trois partagent leur incompréhension face au peu de participation dans leur classe. Elliot demande à un policier leurs raisons de blo-

quer la manifestation. «Pour éviter qu'il y ait encore plus de perturbation du trafic», relève l'agent, visiblement touché par cet échange.

LEÇON D'ORGANISATION HORIZONTALE

Au micro, Anaïs, porte-parole du jour pour XR (les rôles changent d'une action à l'autre, le mouvement étant entièrement horizontal) rappelle les revendications des manifestants. S'ensuit une petite démonstration de prise de décision par consensus. Une scène surréaliste, parmi d'autres. La police demande aux personnes présentes de laisser partir leur fourgon coincé au milieu du rassemblement. Pour que tout le monde entende, la demande est répétée à haute voix, en chœur, le sourire aux lèvres. «Le fourgon contre le rond-point» tentent de négocier les manifestants, sans succès, avant de le laisser passer. Le médiateur du jour de XR, Guillaume, rappelle le fait que les policiers font leur travail. Il indique aussi la présence des «anges gardiens» (les brassards indiquent le rôle de chacun) prêt à ravitailler ceux qui ont faim ou soif, voire écouter ceux qui ont besoin de parler.

Une organisation exemplaire à laquelle s'ajoute la présence d'observateurs légaux, avocats indépendants bénévoles, comme le vendredi précédent lors de l'action de blocage du pont Bessières, afin de surveiller la proportionnalité et la légalité des mesures, d'un côté comme de l'autre. Parmi les quelques centaines de manifestants présents à l'action, les anciens sont présents en nombre, dont certains sont membres de l'association Grands-parents pour le climat, telle Isabelle Veillon: «Il faut faire quelque chose, illico presto! Nous vivons dans une dictature de l'économie! Les changements nécessaires et urgents sont bloqués par les riches!» Et de désigner du doigt une pancarte, symbole de l'urgence, sur laquelle un adulte demande: «Et toi petit, tu veux être quoi plus tard?» Et l'enfant de répondre: «Vivant.»

DES FAITS SCIENTIFIQUES

C'est au tour du philosophe et professeur Dominique Bourg de prendre la parole pour rappeler les conséquences désastreuses d'une augmentation

des températures au-dessus de 1,5 degré, en insistant sur l'importance de défendre le bien public. Aymane Kaenzig, militante de XR, psychomotricienne de métier, souligne quant à elle n'avoir jamais milité avant. «Mais là, on est en train de détruire notre seule planète. La semaine passée, des scientifiques ont annoncé que 7 degrés de réchauffement sont à prévoir si on ne fait rien. En plus, il y a l'effet des boucles de rétroaction. Si la glace fond, le rayonnement solaire augmente, et la glace fond d'autant plus. Même phénomène avec le dégel du permafrost ou l'Amazonie en feu... Ca peut aller beaucoup plus vite qu'on ne pense. L'Inde a déjà affronté de terribles sécheresses. Des paysans migrent ou se suicident.» Silence. Aymane Kaenzig reprend son souffle, ravale ses larmes. Elle est applaudie par la foule en signe d'empathie et d'encouragement. «Avant on était écolo parce qu'on aimait les animaux, aujourd'hui on est écolo pour notre survie. On bloque pour avoir un poids, pour être entendu, pas par plaisir. On est là parce qu'on a peur, on est triste, on est en colère. On est là pour que les choses changent.»

UNE GRÈVE GÉNÉRALE EN 2020

La sommation de la police intervient peu après: la manifestation doit se dissoudre, sinon les agents effectueront des interpellations et des arrestations. L'heure de la conférence de presse est avancée, alors que le cordon de police avance lui aussi. Layla Outemzabet, de la Grève du climat, rappelle l'Acte 1 du mouvement: les enjeux climatiques sont sur le devant de la scène grâce à la mobilisation des étudiants, le mouvement a su se structurer à tous les niveaux, du local à l'international. «En participant au Plan climat Vaud, on a vu les limites des politiques, sous influence des lobbies économiques. Au niveau fédéral, le débat sur l'initiative pour des multinationales responsables a été encore repoussé cette semaine. On se fout de nous! Le gouvernement vaudois ne comprend pas les enjeux et ne s'informe pas. Sinon il serait ici!» Son camarade de lutte, Steven Tamburini, assène: «Pour ces raisons et beaucoup d'autres, nous entrons dans l'Acte 2. Soit une remobilisation sur nos lieux de formation, mais aussi en élargissant la lutte au monde du travail, avec

la Grève féministe et si possible les syndicats. Nous multiplierons les actions des plus institutionnelles et habituelles aux plus radicales, toujours pacifiquement, jusqu'à une grève générale économique le 15 mai 2020, en Suisse et à l'international.»

LÉGITIMITÉ DE LA DÉSOBÉISSANCE

Sous un soleil de plomb, la police demande à nouveau la dissolution de la manifestation. Marine Ehemann, de la Grève féministe, reprend la parole pour dénoncer la surproduction, le gaspillage insensé, les inégalités. «Plus nous échangeons et plus nous nous rendons compte de l'imbrication de nos luttes!» La conclusion revient au scientifique et membre des Grands-parents pour le climat, Jacques Dubochet: «Où est la légalité? La légalité est de sauver l'avenir de nos enfants. Nous avons la nécessité d'agir maintenant!» «Quand le contrat social est rompu, face aux conséquences létales qui nous attendent, la désobéissance civile est légitime», ajoute plus tard, en aparté Guillaume, membre de XR.



Exercice de résistance pacifique entre les jeunes réunis le matin à Fribourg. Chatouillis interdits pour la police!



Partis de la gare de Lausanne, les jeunes ont rejoint le bord du lac. Et défilé sur un premier rond-point, à Bellrive. Départ ensuite vers Vidy, où le cortège s'est scindé, une partie poursuivant en direction de la Maladière. La police a stoppé le mouvement à quelques mètres de l'endroit visé par Extinction Rebellion. Assis, les manifestants ont échangé, discuté, jusqu'à ce qu'ils soient délogés par les agents.



Assis, les manifestants ont échangé, discuté, jusqu'à ce qu'ils soient délogés par les agents.

Plus de 1200 manifestants à Fribourg

La veille de la première manifestation nationale pour le climat samedi à Berne, les étudiants de la Grève du climat ont manifesté dans de nombreuses villes suisses et du monde. A Genève, ils étaient plus de 2500 à fustiger au passage les grandes banques de la ville. A Lausanne, plus de 4000 étaient dans la rue (voir aussi en bas de page). A Zurich, près de 5000. D'autres actions, conférences et débats se sont déroulés à Neuchâtel, à Bienne, ou encore à Fribourg où plus de 1200 personnes ont manifesté en fin d'après-midi. A cette occasion, l'Union syndicale fribourgeoise a soutenu la mobilisation des jeunes de la Grève du climat et participé au cortège: «En Suisse, mais aussi ailleurs

dans le monde, le changement climatique impacte les conditions de vie et de travail (...). Plus urgent que jamais, agir pour le climat, c'est agir pour plus de justice sociale», écrit la falthière. Eric Ducrey (photo ci-dessous), co-président d'Unia Fribourg, a rappelé au micro que ses camarades, les ouvriers de la construction, subissent déjà les vagues de chaleur. Plus largement, il a appelé à «instaurer la bienveillance comme la plus grande des valeurs». «La solidarité et le respect du vivant ne devraient-ils pas primer sur une idéologie capitaliste ultra-libérale? Elle qui nous démontre tous les jours son incapacité à gérer le monstre qu'elle a enfanté?» ■ **AA**



Exercice de résistance pacifique entre les jeunes réunis le matin à Fribourg. Chatouillis interdits pour la police!

AGENDA UNIA

ROMANDIE

PÉTANQUE
22^e Tournoi romand syndical et amical
Nous vous invitons cordialement à participer à notre 22^e Tournoi de pétanque syndical. Ce tournoi romand aura lieu:
dimanche 27 octobre dès 9h
au Boulodrome des Neigles à Fribourg.
Le repas de midi sera servi vers 13h.
Sur place, vous trouverez des boissons à des prix concurrentiels.
Menu: jambon, lard, saucisson, choux, pommes de terre, crème et meringues.
Finance d'inscription pour le tournoi et le repas, ou seulement pour le repas: 30 fr. par personne, enfants jusqu'à 15 ans gratuit.
Le Boulodrome des Neigles se situe à la route des Neigles 41. Sortie de l'autoroute Fribourg Nord, direction patinoire, prendre le sous-terrain pour le pont de la Poya, à la sortie de celui-ci, prendre à droite jusqu'à la station d'essence. Nous nous réjouissons de vous rencontrer nombreux et nombreuses pour partager ce moment de détente et d'amitié.
André Clément et Dominique Ropraz
Inscriptions **jusqu'au 22 octobre** auprès de Dominique Ropraz, ch. du Maupas 21, 1628 Vuadens. Tél. 079 375 32 52, ropraz.d@websud.ch ou dominique.ropraz@ch.nestle.com

Bulletin d'inscription – 22^e tournoi de pétanque

Repas, nom/prénom:	
Nombre d'adultes:	Nombre d'enfants:
Pétanque, nombre d'équipes de 2 pers.:	

FRIBOURG

SECRÉTARIAT
Annulation d'une permanence
La permanence syndicale à Fribourg du jeudi 31 octobre (veille de la Toussaint) est annulée.

GENÈVE

PERMANENCE POUR PERSONNES SANS STATUT LÉGAL
Horaires: mardi et jeudi de 16h à 19h.
La permanence a lieu au syndicat.

NEUCHÂTEL

CAISSE DE CHÔMAGE
Invitation à une information sur l'assurance chômage dans les locaux d'Unia:
Neuchâtel: le mardi 22 octobre à 16h.
La Chaux-de-Fonds: le jeudi 24 octobre à 16h.

TRANSJURANE

GROUPE DES RETRAITÉS
Saint-Martin et conférence sur la pêche
Le 13 novembre nous nous retrouverons pour la Saint-Martin au restaurant de la Cigogne à Miécourt. Avant le repas, à 11h, une conférence intitulée «La pêche de loisir, une activité en constante évolution» sera donnée par Messieurs

Christian Theuvenat et Michel Vermot, tous deux de Porrentruy.
Prix pour le repas: 22 fr. pour les membres, 30 fr. pour les non-membres.
Inscriptions **jusqu'au 8 novembre** auprès de Denis Berger au 032 422 79 42.

PROGRAMME D'ACTIVITÉS
10 octobre - Comité romand. Lausanne. Représentants: Denis, Raffaele, Robert et Paulette.
17 octobre - Tour de L'Etang de la Gruère, rendez-vous sur le parc en face de la scierie à 14 h. Org. groupe Jura bernois.
21 novembre - Assemblée du groupe et dîner à 11h. Bocciodrome de Corgémont. Org. groupe Jura bernois.
27 novembre - Comité et assemblée générale des retraités. Restaurant du Jura, Bassecourt. Org. région.

VAUD

LA CÔTE
SECRÉTARIAT
Déménagement
Le Syndicat Unia La Côte déménagera en date des 10 et 11 octobre prochains dans ses anciens locaux. La permanence syndicale du jeudi 10 octobre sera fermée.
Notre adresse dès le 10 octobre:
Syndicat Unia, section La Côte, rue de la Môrache 3, CP 1411, 1260 Nyon
Nos numéros de téléphone restent inchangés.

COURRIER

ACCORD INSTITUTIONNEL: PAS DE NÉGOCIATIONS SANS MANDAT!
Comme chaque année, les entretiens de Watteville réunissent les membres du Conseil fédéral et les dirigeants des partis gouvernementaux sous la houlette du président de la Confédération. Dans le communiqué relatant les entretiens du 30 août dernier, il est écrit à propos de l'accord-cadre avec l'Union européenne (UE), je cite: «Le Conseil fédéral avait décidé lors de sa séance du 7 juin 2019 d'élaborer en étroite collaboration avec les cantons et avec les partenaires sociaux des propositions de solutions consensuelles sur trois points en suspens. Cette démarche de politique intérieure a été engagée.» Puis, quelques lignes plus loin: «Le Conseil fédéral et les partis ont aussi abordé vendredi l'état des discussions dans notre pays, en particulier en ce qui concerne les éléments qui doivent être précisés avec les partenaires sociaux et les cantons.» Ces phrases ne peuvent être plus claires: aujourd'hui, l'USS est en train de discuter avec le Conseil fédéral de l'accord institutionnel entre l'UE et la Suisse sans aucun mandat de la part des militants étant donné qu'il n'y a pas eu de concertation de la base, ni de vote sur le sujet.
Il y a une année, le 8 août 2018, Paul Rechsteiner, encore président de l'USS, refusait de participer aux discussions avec le Conseil fédéral. Ce refus exprimait la volonté et la résistance des travailleurs, car ce projet attaque les droits des travailleurs, exacerbe la concurrence entre les travailleurs résidant sur le sol helvétique et les travailleurs détachés, et accélère la destruction des services publics.
La position des partis politiques est claire: ils sont pour l'accord-cadre, c'est-à-dire contre les travailleurs. Bien entendu, même le PSS qui est d'un côté pour l'UE donc pour la concurrence à outrance pour dégager toujours plus de profit pour les entreprises et contre les droits des travailleurs, mais qui est aussi pour un renforcement des mesures d'accompagnement. Cette position est tout simplement schizophrénique et démontre encore une fois le caractère bourgeois du PSS.
Les syndicats, donc sa faitière l'USS, sont les seuls remparts pour les travailleurs contre cet accord à condition que la démocratie ouvrière soit respectée et que les mandats soient votés à la base. L'USS n'a absolument aucun droit d'aller discuter avec le Conseil fédéral n'ayant pas de mandat. Les syndicats sont nos organisations de masse et eux seuls peuvent défendre nos intérêts face à la bourgeoisie à condition qu'ils nous appartiennent et portent nos revendications.
Camarades, rappelons à l'ordre l'USS et exprimons le refus de la classe ouvrière face à l'accord-cadre. L'accord-cadre est le concentré des volontés du capital financier pour exploiter davantage la classe des travailleurs, tous les points de l'accord sont à refuser. Dans cette bataille, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et notre mobilisation par nos organisations syndicales.
Refus de l'accord-cadre, pas de négociations possibles sans mandat des travailleurs! ■
Mickaël Bédary, militant Unia, Bretonnières

ANNONCES

UNIA VALAIS
JOURNÉE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION

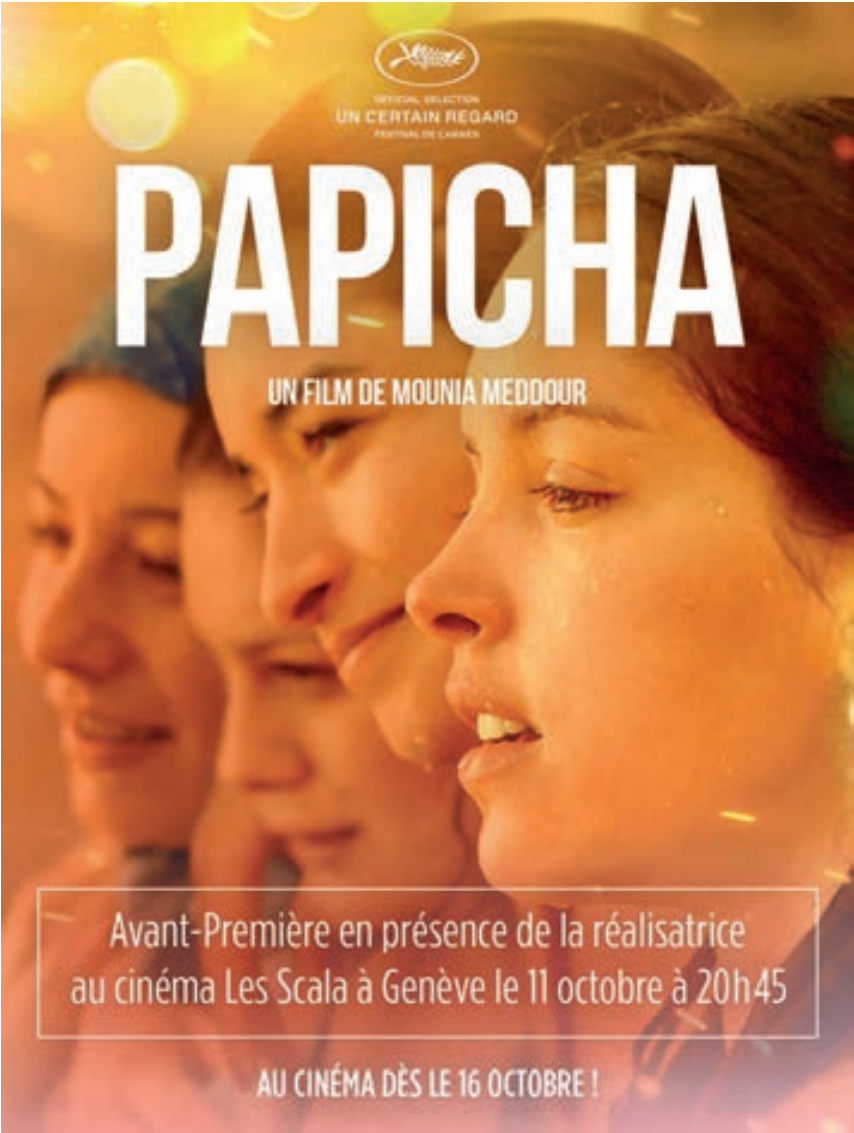
Chers collègues,
Nous invitons tous les membres concernés à la Journée des métiers de la construction d'Unia Valais qui se déroulera **le samedi 12 octobre dès 9h30 au couvert de Beulet, à St-Léonard/Sion.**
Cette journée d'information, de formation et de convivialité portera sur les conventions collectives des professions suivantes:
▪ **Bâtiment** (génie civil, maçonnerie, carrelage, paysagiste, échafaudage).
▪ **Second œuvre** (menuiserie, charpente, plâtrerie, peinture, pose de sol).
▪ **Technique de l'artisanat** (sanitaire-chauffage, climatisation-ventilation, électricité, métal).
Au programme:
9h30 à 10h: café-croissants. 10h à 11h30: présentation des CCT par branches, retraite anticipée, revendications 2020, départ définitif, divers. Dès 11h30: apéro suivi d'un repas en commun (paëlla géante).
Pour participer, nous te remercions d'annoncer ta présence soit en appelant le 027 602 60 00, soit en écrivant à niluefer.demir@unia.ch, **jusqu'au lundi 7 octobre au plus tard.**

UNIA NEUCHÂTEL
GRATUITS
COURS DE
FORMATION
PREVHOR
2019

INFORMATIQUE, ANGLAIS ET COURS DE MÉTÉOROLOGIE ET LECTURE DE PLANS
GRATUITÉ POUR LES MEMBRES, MÊME NOUVEAUX TRAVAILLANT DANS UNE ENTREPRISE SOUMISE À LA CCT HORLOGÈRE.
INSCRIPTIONS ET RENSEIGNEMENTS:
UNIA NEUCHÂTEL,
SYLVAIN SCHWAB
032/729 22 62
SYLVAIN.SCHWAB@UNIA.CH

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL
Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR *L'Événement syndical*
Syndicat Unia
PRÉSIDENT *Aldo Ferrari*
RÉDACTRICE EN CHEF *Sylviane Herranz*
RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE *Sonya Mermoud*
ADMINISTRATEUR *Nicolas Jacot*
JOURNALISTES
Sylviane Herranz, Sonya Mermoud, Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin
COLLABORATEURS RÉGULIERS
Evelyne Brun, Christophe Gallaz, Ambroise Héritier, Freddy Landry, David Prêtre, Jean-Claude Rennwald, Daniel Süri
PHOTOGRAPHES
Neil Labrador, Thierry Porchet
ABONNEMENTS *39 éditions par an*
Abonnement annuel Fr. 60.–
Abonnement de soutien Fr. 100.–
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch
CONCEPTION & MISE EN PAGES
Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin
IMPRESSION
Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 60 371 exemplaires



LE COURRIER

Votre abonnement, la garantie d'un média indépendant

Essai Web 2 mois: CHF 19.-

www.lecourrier.ch

Migros restructure alors que le personnel est déjà sous stress

La direction de la coopérative Migros Aar a annoncé la suppression de 300 postes de travail. Dans d'autres coopératives, des réductions d'emplois ont déjà été engagées

Textes Sylviane Herranz

Trois cent postes de travail supprimés, soit 2,5% du personnel, durant les 24 prochains mois. C'est la stratégie «d'avenir» de Migros Aar, la plus grande des dix coopératives du pays. Elle couvre les cantons de Berne, de Soleure et d'Argovie et compte quelque 12 000 employés. L'annonce de cette vaste restructuration a suscité la colère d'Unia qui, dans un communiqué, exige qu'il n'y ait aucun licenciement. Si la direction dit vouloir, dans la mesure du possible, réduire les emplois au gré des départs naturels ou des transferts internes, elle a d'ores et déjà prononcé 20 licenciements pour la fin octobre à la centrale de distribution de Schönbühl près de Berne.

PERSONNEL SOUS PRESSION

«Le principal argument de Migros est qu'ils veulent rester concurrentiels. Or, l'année dernière, Migros Aar a augmenté son bénéfice de 15% par rapport à 2017. Ce dernier s'est élevé à 36 millions de francs. Nous estimons que l'entreprise a suffisamment de marge pour investir dans des projets d'avenir et rester performante sans le faire sur le dos du personnel», relève Anne Rubin, membre de la direction du secteur tertiaire à Unia. Dernièrement, informe-t-elle, le syndicat a effectué un sondage auprès de ses membres travaillant pour Migros. Ce baromètre des préoccupations montre que celle venant en tête est le manque de personnel. «Migros densifie de plus en plus le travail. A Genève par exemple, les absences ne

sont pas remplacées, les personnes qui partent non plus. Les salariés sont déjà extrêmement sous pression. Toute suppression de poste a une très grande influence sur la pénibilité du travail.» La responsable syndicale s'indigne aussi que Migros Aar se félicite d'avoir mis sur pied, avec les partenaires sociaux, un plan social volontaire. Or c'est une obligation légale et conventionnelle et, en matière de partenariat social, les syndicats sont tout bonnement exclus de tout dialogue avec Migros depuis des années...

Le géant orange procède actuellement à une vaste restructuration. «L'année dernière, Fabrice Zumbunnen, le nouveau président général de Migros, avait annoncé vouloir liquider des centaines de postes de travail», relate Anne Rubin. Une perspective qui s'est traduite en juin 2018 par l'annonce de la suppression de 290 emplois dans les services administratifs centraux de Zurich. Et cet été, celle de 90 postes en Suisse orientale, dont certains par licenciements, ainsi qu'une quarantaine d'autres à Migros Zurich.

SORTIR LES EMPLOYÉS DE LA CCNT

A cette compression du personnel s'ajoute une stratégie d'élagage de Migros, qui se sépare de certaines enseignes, comme Globus, Interio ou m-way, ou externalise des services, tels que celui des démonstrateurs passés chez TMI en début d'année. «Nous constatons que de plus en plus d'employés sont exclus de la protection de la Convention collective nationale de travail (CCNT) Migros. Nous venons par



Outre les réductions de postes, Migros procède aussi à l'élagage en se séparant d'enseignes du groupe comme Globus ou Interio avec, comme conséquence, la sortie de nombreux salariés de la protection de la Convention collective nationale de travail du géant orange.

exemple d'apprendre qu'à Soleure, un magasin M-Electronics sera transformé en Digitec Galaxus, qui n'est pas soumis à la CCNT. Migros ouvre aussi davantage de franchises Voi ou de Partenaires Migros, comme elle vient de le faire à Echallens. Ces franchises lui permettent souvent, outre des conditions plus basses pour le personnel, de

détourner les restrictions d'ouverture le soir et le dimanche.»

PREMIER MAGASIN AUTOMATISÉ

Les installations de self-scanning dans les magasins Migros ont aussi une influence sur le personnel. Et l'enseigne fait office de pionnier en la matière: elle vient d'ouvrir le premier magasin sans

caisse, à l'Université de Saint-Gall, haut lieu de formation de l'élite économique du pays... Pour l'heure, Unia dénonce le redimensionnement de Migros et demande au groupe de s'abstenir de réduire ses effectifs et de mieux protéger son personnel contre le stress. ■

MANOR: 480 EMPLOYÉS MENACÉS DE PERDRE LEUR EMPLOI

Des licenciements massifs menacent les employés de Manor et des boutiques actives dans le grand magasin de la Bahnhofstrasse de Zurich. Manor a annoncé la semaine passée qu'il quitterait, en janvier 2020, l'immeuble loué à l'assureur Swiss Life, ce dernier exigeant un loyer bien plus élevé qu'actuellement. Une décision qui fait suite à une longue procédure juridique avec l'assureur, et à son refus de vendre l'immeuble au groupe Manor qui proposait de le racheter pour un montant de 535 millions de francs. Au total, 480 collaborateurs sont concernés: 290 employés de Manor et 190 salariés des boutiques de marques logées dans le grand magasin.

Unia a vivement réagi à cette annonce et exigé qu'il n'y ait aucun licenciement. Selon Anne Rubin, membre de la direction du secteur tertiaire du syndicat, comme seulement 90 postes sont vacants dans les seize filiales de la région de Zurich, il y aura un nombre important de licenciements. Et très peu d'employés peuvent envisager une pré-retraite en raison d'une structure d'âge plutôt jeune. On ne sait pas non plus ce qu'il adviendra des 190 collaborateurs des boutiques.» Unia exige qu'un plan social soit élaboré pour les salariés concernés. «D'autant que les liquidités existent, au vu des millions offerts pour le rachat de l'immeuble.»

Atteint lui aussi par les bouleversements touchant le commerce de détail, Manor aurait trop tardé à prendre le virage numérique. Un virage qui, selon Anne Rubin, peut être pris non pas en supprimant des postes de travail, mais en développant d'autres services et en mettant en valeur les qualifications du personnel. Ces dernières années, neuf filiales de Manor ont été fermées, et une seule ouverte. Plusieurs centaines de postes de travail ont déjà été supprimés. ■

Lutte des classes au cœur du vignoble

L'heure est aux vendanges. En France, dans le Bordelais, alors que des grands crus se bonifient, la précarité et l'exploitation des ouvriers agricoles sont légion. Une journaliste a mené l'enquête

Jean-Claude Rennwald

Mondialement réputée pour ses grands crus hors de prix et ses paysages magnifiques, la région de Bordeaux est un pilier de l'économie viticole française. Mais cette vision idyllique a aussi sa face cachée, avec ses saisonniers sous-payés soumis à des contrats précaires, les petits vigneron qui ne peuvent pas régater avec les grands groupes et les ravages des pesticides.



Dans la région de Bordeaux, des saisonniers sont payés de 500 à 1000 euros par mois.

Ces contradictions sont mises en évidence de façon magistrale dans un livre publié par Ixchel Delaporte, *Les raisins de la misère. Une enquête sur la face cachée des châteaux bordelais*. Journaliste, Ixchel Delaporte a mené un mémorable travail de terrain, mais son livre se lit comme un roman.

AU-DESSOUS DU SMIC...

Alors que le montant brut du SMIC se monte à 1521 euros par mois, nombre de saisonniers de la vigne gagnent entre 500 et 1000 euros. Parmi eux, il y a des immigrés (Espagnols, Portugais, Marocains) venus chercher une vie meilleure dans l'Hexagone, mais aussi des Tziganes et autres gens du voyage, ainsi que des Français. Aucun d'entre eux ne bénéficie d'un contrat à durée indéterminée (CDI), ni d'une véritable protection sociale, de sorte que le moindre accident tourne souvent au drame. Leurs logements sont exiguës et parfois insalubres, et certains vivent dans des caravanes. Ils doivent souvent parcourir

un nombre incroyable de kilomètres pour se rendre à leur travail, à pied ou à bicyclette. Car ils n'ont pas les moyens de s'acheter une voiture et les transports publics sont pratiquement inexistantes.

... ET DES BOUTEILLES À PLUS DE 1000 EUROS

A l'autre bout de l'échelle, c'est le grand luxe. Château Cheval Blanc en est le détenteur. Avec son chai (lieu où se déroule la vinification) ultra-moderne, Cheval Blanc est une institution bordelaise. Comme l'explique Ixchel Delaporte, ce premier grand cru classé A appartient à Bernard Arnault (LVMH, dont font partie les montres Zenith, TAG Heuer, Bulgari et Hublot) et à Albert Frère. Deux milliardaires, l'un Français, l'autre Belge, pour qui un tel bijou représente une vitrine mondiale du luxe. Une bouteille du millésime 1990 vaut... 1140 euros! Mieux encore, en 2013, une caisse du «mythique millésime 1947» s'est vendue aux enchères à 131 600 euros.

Enfin, ce Cheval Blanc 1947 détient le record de la bouteille la plus chère jamais vendue au monde, une Impériale de six litres, remportée pour 223 967 euros en 2010 par un collectionneur privé, à l'occasion d'une vente aux enchères chez Christie's à Genève.

LES CADENCES AUGMENTENT

Le décrochage social des saisonniers, leur dispersion sur un grand nombre de châteaux ainsi que les barrières culturelles et linguistiques rendent l'implantation syndicale très difficile. Pourtant, celle-ci paraît plus nécessaire que jamais, car le stress a fortement augmenté, comme l'explique cette employée: «Travailler à la vigne aujourd'hui, c'est pire qu'avant. Les sécateurs sont électriques. Ça augmente les cadences. Le rendement est plus fort, mais les arrêts de travail sont aussi beaucoup plus nombreux. Je ne connais pas un ouvrier de la vigne qui n'ait pas une tendinite cervicale. Et je ne parle pas des pesticides...»

MACRON N'A PAS TENU PAROLE

Pesticides, le mot est lâché. Dans le Bordelais comme dans d'autres régions viticoles et agricoles, on ne compte plus les cancers déclenchés par des produits toxiques et les cas d'enfants leucémiques. Ixchel Delaporte rappelle qu'en avril 2018, lors des débats parlementaires autour de la Loi agriculture et alimentation, la majorité a voté la non-inscription de l'interdiction du glyphosate dans la loi. Cette interdiction faisait pourtant partie des promesses de campagne d'Emmanuel Macron. Pis encore, soixante députés de droite ont fait adopter un amendement sur l'autorisation d'épandage de pesticides par des drones à titre expérimental sur des vignobles en pente. Il est vrai que le lobby du vin est très puissant en France, et qu'il rapporte des voix. Santé quand même!

Ixchel Delaporte, *Les raisins de la misère. Une enquête sur la face cachée des châteaux bordelais*, Editions du Rouergue, 2018.

DEVANT LA CAMÉRA, UNE PAROLE LIBÉRÉE

Des migrants africains en situation précaire prennent la parole dans le documentaire *No Apologies*. Un film d'une sincérité troublante, à l'encontre du politiquement correct

Aline Andrey

Un film sans concession, franc, brutal, qui dépeint une réalité crue, violente et pourtant non dénuée de philosophie et de rires. *No Apologies* est un documentaire tourné en huis clos au cœur de Lausanne avec des migrants africains aux statuts précaires. Dans l'espace autogéré Saint-Martin au Flon, devant la caméra, les langues se délient. Des hommes noirs, certains masqués, témoignent de leur quotidien pétri de racisme et d'interpellations par la police. Entre coups de gueule, analyses géopolitiques et odes poétiques, ils racontent un monde parallèle, caché, celui d'Africains, en «état de siège physique et mental», qui ont parfois tout perdu et risqué leur vie pour l'Eldorado imaginaire européen. *No Apologies* est né d'un collectif bigarré – dont la société de production Zooscope et le Collectif Kiboko ainsi que les protagonistes du film – sans scénario prédéfini et avec un maigre budget de 10 000 francs seulement. Une prouesse à la hauteur de leur militantisme revendiqué. *No Apologies* peut ainsi se traduire par «sans concession», les réalisateurs ayant voulu éviter tout misérabilisme. A une semaine de sa sortie dans les salles, et après un succès retentissant au Festival Cinémas d'Afrique, rencontre avec deux membres de l'équipe: l'Ivoirien Mamadou Bamba qui écrit des poèmes en italien, cuisine souvent malgré lui et rêve d'un autre permis que le F (admission provisoire); et le Suisse Lucas Moréel, lieutenant à l'armée et cadre dans un fastfood pendant ses études de Lettres, avant de tout quitter pour vivre dans la forêt, puis dans des squats...

QUESTIONS RÉPONSES

Pourquoi ce film?

Lucas Moréel: L'idée était dans l'air depuis longtemps. Depuis des années, des collectifs, les milieux sociaux s'organisent pour venir en aide aux personnes concernées. La mort violente de Mike en 2018* dans la rue a été le détonateur. Nous avons manifesté, mais nous avons aussi besoin de donner la parole aux personnes qui vivent cette violence au quotidien. Le processus a été long, car nous avons créé ce film tous ensemble.

Mamadou Bamba: Avant Mike, il y a eu la mort d'Hervé à Bex, puis celle de Lamine. Celui-ci était à la rue et venait parfois dormir chez moi. Il me racontait comment il avait, depuis la Gambie, traversé le Mali, le Burkina,

le Niger, la Lybie, et les traitements inhumains qu'il avait subis. Il a vu des gens mourir dans le désert et d'autres en mer. Lui est mort dans une cellule à la Blécherette, alors qu'il n'était pas un criminel. Ça m'a vraiment touché.

Quel est le but de ce documentaire?

L. M: Transmettre la parole de ces personnes dans l'espace public et les humaniser. C'était donc aussi important de les voir discuter, philosopher, rire, afin de déconstruire les préjugés, ne plus les identifier à leur statut légal, montrer à quel point ils sont tous différents. Alors que les Blancs assimilent encore les jeunes hommes noirs à des dealers sauf preuve du contraire. Aucune question sociale ne peut être réglée avec des jugements moraux. Il faut trouver des solutions constitutionnelles légales. Ceux qui pensent que les migrants africains ne veulent pas travailler se trompent. C'est un sacré travail que de vivre dans l'illégalité, la peur au ventre. L'illégal mène à la prison, et personne ne veut se retrouver enfermé.

M. B: Comme dit dans le film, pour les Blancs toutes les personnes noires sont des dealers sauf Barack Obama et Nelson Mandela. Ceux qui dealent n'ont pas choisi de le faire. Face à la précarité, ils n'ont pas d'autres solutions. Ils ne feraient jamais ça en Afrique, c'est une honte pour leur famille! Ils ne sont pas nés dealers, ils le sont devenus ici.

Dans le film, certains témoignent n'avoir jamais subi autant de racisme qu'en Suisse, vraiment?

L. M: J'ai été choqué aussi en entendant leurs expériences. Au niveau des pays démocratiques, on pense être dans le top. Mais dans un pays aussi policé et propre que la Suisse, les Africains sont considérés comme des saletés. Ce qui est frappant, c'est que, face aux contrôles, à la peur, à la vie dans la rue, ils atteignent un degré de normalisation qui fait qu'ils rient en parlant de moments violents. Face aux problèmes, aux abus, il y a une mise à distance par l'humour.

M. B: La première interpellation que j'ai subie, c'était le premier jour de mon arrivée à Lausanne en 2013 après des années en Italie où je n'ai jamais été contrôlé. La police m'a fait baisser mon pantalon et a touché mes parties intimes en pleine rue. J'étais choqué. Dans la police, il y a des démons. Et, bien sûr, il y a aussi des flics qui te disent: «Bonjour Monsieur.» L'autre jour, je marchais près de la Riponne, j'ai dit poliment «Bonjour» à un policier qui m'a répondu: «Y a quoi? Je vous tiens à l'œil!» Autre situation: les gens montent dans le bus et préfèrent rester debout plutôt que



Mamadou Bamba dans le film, avec Lucas Moréel en arrière-plan, déclamant ses poèmes.

de s'asseoir à côté d'une personne noire. Je suis toujours assez seul dans les transports publics.

Un des protagonistes, en errance depuis quinze ans en Europe, confie s'être perdu...

M. B: Je me pose aussi des questions: est-ce que je me suis perdu? Est-ce que ça vaut la peine? Je commence à compter les années, les jours. Pourquoi ne pas lutter en Afrique? La vie est toujours meilleure là où l'on est né, où l'on a grandi, où l'on a la famille... Mais les jeunes Africains ne sont pas aidés par les politiciens soutenus par l'Occident. Au temps du premier président, les Ivoiriens venaient étudier en Europe et repartaient. Depuis 1998, on émigre. Il faudrait prendre exemple sur le Botswana, où les habitants profitent socialement des richesses du pays.

Il y a aussi une critique de l'Afrique dans le film. «A l'école, tout ce qu'on m'a appris, c'est comment être un homme blanc», dit l'un d'entre vous.

M. B: Oui, on nous parle des guerres mondiales qui sont des guerres des Blancs, on nous donne des noms de la Bible ou du Coran. Tout ça n'est pas africain. Je précise que l'Afrique, ce n'est pas un pays. On n'a pas les mêmes langues, pas les mêmes tribus, pas les mêmes cultures...

Qu'espérez-vous de la sortie de *No Apologies*?

M. B: J'aimerais que ce film change le regard, qu'on ne voie plus la personne noire comme un dealer. Quand on a des préjugés, on n'est pas libre. J'aimerais que les Suisses se rendent compte de la maltraitance qui existe ici. J'espère que notre message va passer.

L. M: D'un côté, on n'attend rien. Dans tout projet, des gens peuvent utiliser ce que tu fais contre toi. C'est impossible de créer des objets politiques en pensant à nos ennemis. D'un autre côté, j'aimerais que le film les touche, mais on sait très bien qu'on ne va pas faire tomber les associations racistes. C'est une goutte d'eau dans l'océan pour éveiller les consciences. A la suite des quelques projections qui ont déjà eu lieu, j'avoue n'avoir pas imaginé recevoir autant de retours positifs des spectateurs, des milieux politiques et éducatifs. ■

*Selon le rapport d'autopsie, le Nigérien de 40 ans serait décédé des suites d'une arrestation violente et non pas d'une overdose comme l'avaient laissé entendre les agents vaudois (*Le Temps* du 18.09.2018).

No Apologies, d'Aladin Dampha, Ebuka Anokwa, Lionel Rupp, Lucas Grandjean, Lucas Moréel, Mamadou Bamba, Suisse, 2019, 60', 14/16

Projections en Suisse romande:

Bellevaux, Lausanne: 8.10 à 20h (en présence de l'équipe), 10.10, 12.10, 13.10, 15.10, etc.

ABC La Chaux-de-Fonds: 9.10 à 20h15 (en présence de l'équipe), 13.10, 14.10, 15.10, etc.

Minimum, Neuchâtel: 10.10 à 20h (en présence de l'équipe), etc.

Cinéma d'Oron: 12.10 à 18h (en présence de l'équipe), etc.

Spoutnik, Genève: 13.10 à 17h (en présence de l'équipe), 14.10, 15.10, 16.10, etc.

Cinéma Royal, Sainte-Croix: 20.10 à 18h (en présence de l'équipe), etc.

BRÈVES

LAUSANNE VINGT ANS DE LUTTE POUR LES DROITS HUMAINS

L'ONG Vivere s'engage pour les droits humains depuis vingt ans. A cette occasion, des conférences, des concerts et des expositions des photographes Luc Chessex et Scott Typaldos, seront proposés le 5 octobre, à l'Espace Rez au Flon à Lausanne de 10h30 à 18h (rue de Genève 19). De nombreux intervenants spécialistes des droits humains partageront avec le public leurs expériences et leur travail sur le terrain, dont Mike Hoffmann, fondateur et président de Vivere, Christiane Badel, présidente de la Fondation Sentinelles, Renate Winter, présidente du comité des droits de l'enfant de l'ONU, ou encore Elie Elkaim, avocat. Ce cycle de conférences sera accompagné par des intermèdes musicaux de la soprano colombienne Ana Maria Villamizar (entrée gratuite). La soirée continuera au D'Club avec une série de concerts dès 18h30 (entrée payante au bénéfice de Vivere). L'ONG Vivere intervient notamment dans la lutte contre le trafic des êtres humains, contre l'impunité, pour l'abolition de la peine de mort des mineurs, l'assistance aux personnes âgées, aux enfants et aux mères seules, notamment dans le golfe Persique, en Colombie, en RDC, en Ouzbékistan, au Pakistan, au Maroc, en Ukraine et aux Philippines. ■ **AA**

Plus d'infos: vivere.ch

SOIRÉE LE VILLAGE ITALIEN DE VALLORBE

Savez-vous qu'entre 1910 et 1915, plus de 1000 ouvriers, italiens pour la plupart, ont œuvré au pied du Jura, à Vallorbe, pour percer le tunnel du Mont d'Or, reliant le chemin de fer du bassin lémanique au Jura français, et pour construire la nouvelle gare internationale? C'est un pan de l'histoire récente méconnue que le Musée du fer et du chemin de fer de Vallorbe invite à découvrir le 10 octobre* prochain lors de ses traditionnelles soirées du musée. Une découverte emmenée par l'enseignant et historien Michele Scala et le Cercle italien de Vallorbe. L'enseignant parlera de ses recherches récentes sur ce village, construit pour héberger et nourrir les ouvriers, avec dortoirs, auberges, commerces, écoles et débits de boisson. Un village nommé alors le «village nègre» par les locaux. La soirée débutera à 19h avec la présentation de Michele Scala. Elle sera suivie, de 20h à 21h d'un apéritif avec dégustation de produits italiens préparés par le Cercle italien de Vallorbe. ■ **L'ES**

*Jeudi 10 octobre, de 19h à 21h, Musée du fer de Vallorbe. Prix: adulte 20 francs, enfant gratuit jusqu'à 16 ans. Réservation obligatoire: 021 843 25 83; info@museeduferr.ch. Plus d'infos: museeduferr.ch



Le documentaire montre aussi les coulisses du tournage, avec notamment la mise en place des cagoules. Un anonymat essentiel pour une parole libre des migrants en situation d'extrême précarité.